

Une coopération efficace :

La société civile dans la
Coopération Sud-Sud
et Triangulaire



La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire peuvent aider les pays et les communautés à partager des solutions concrètes issues d'expériences et de défis similaires, ce qui rend la coopération plus ancrée localement, mieux adaptée au contexte et politiquement légitime.



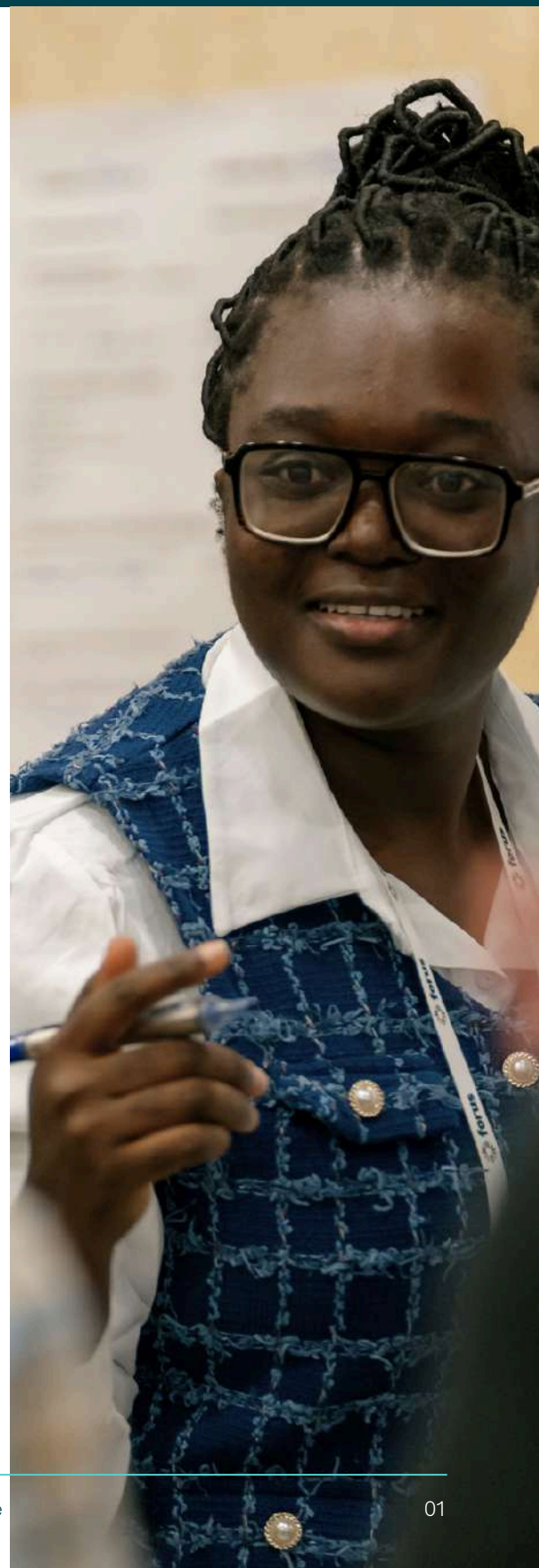
Résumé

Alors que l'Agenda 2030 entre dans ses dernières années, il apparaît de plus en plus clairement que les défis du développement ne peuvent être relevés uniquement par le biais des modèles de coopération habituels.

Si les déficits de financement restent importants, le défi porte également sur la manière dont la coopération est organisée, sur les connaissances qui sont prises en compte, et sur la question de savoir si les efforts de développement sont véritablement ancrés dans les réalités et les priorités locales.

Dans ce contexte, la Coopération Sud-Sud et Triangulaire (CSST) gagne en importance en tant qu'alternative et complément à la coopération au développement traditionnelle. La coopération Sud-Sud désigne la collaboration entre les pays du Sud Global fondée sur la solidarité, l'intérêt mutuel et l'échange de connaissances, d'expériences, de technologies et de ressources. La coopération triangulaire s'appuie sur ces partenariats en associant des organisations multilatérales ou des partenaires de développement traditionnels pour soutenir les initiatives menées par les pays du Sud Global. Ensemble, la CSST peut aider les pays et les communautés à partager des solutions pratiques issues d'expériences et de défis comparables, rendant ainsi la coopération plus ancrée localement, mieux adaptée au contexte et politiquement légitime.

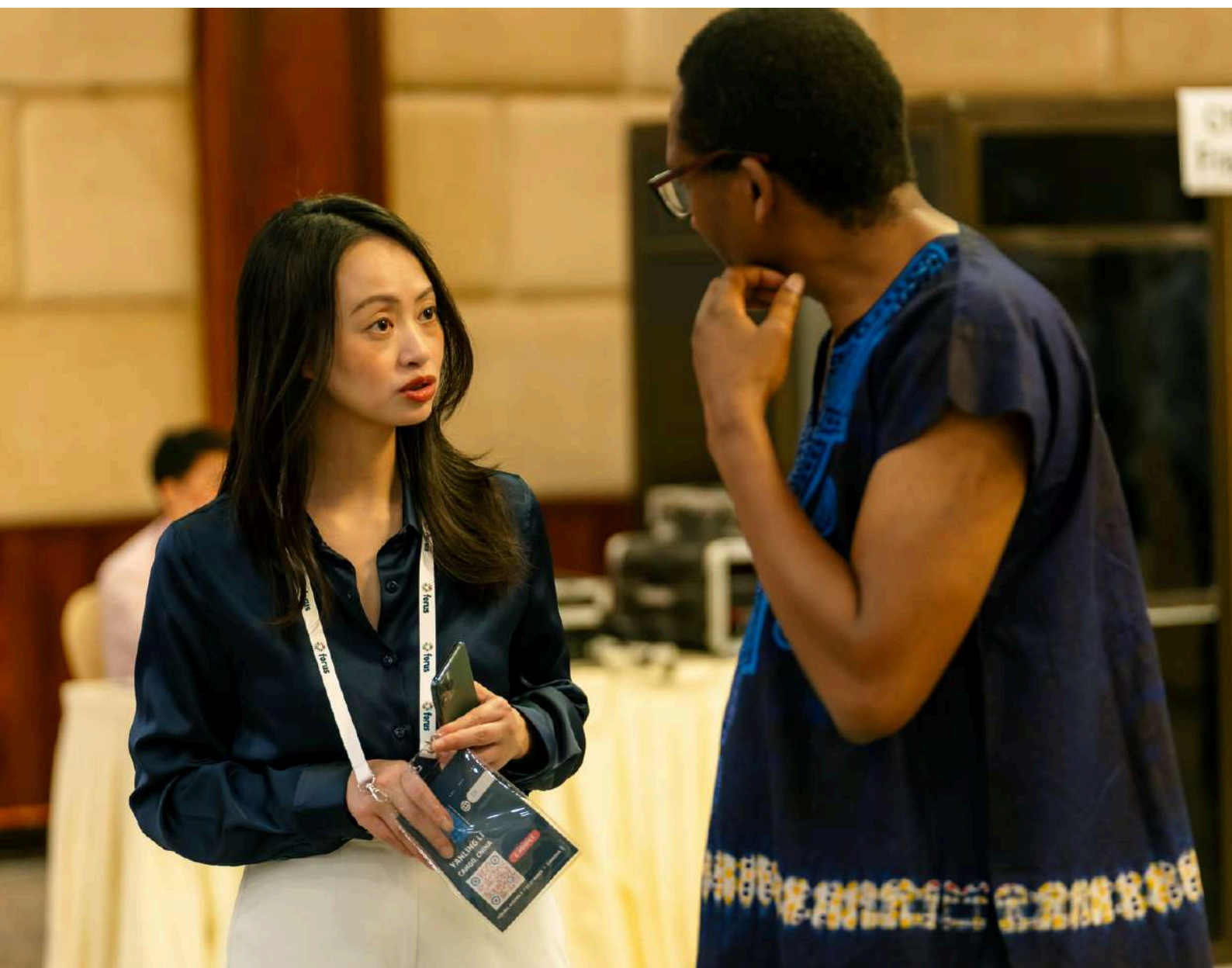
Pourtant, ce potentiel ne se concrétise pas automatiquement. La CSST peut également reproduire l'exclusion, l'opacité et une prise de décision centrée sur l'État lorsque les acteurs les plus proches des communautés sont écartés de la conception, du financement, de la gouvernance et du suivi des programmes.



C'est là que la société civile joue un rôle essentiel

Les organisations de la société civile (OSC), les plateformes nationales et les coalitions régionales apportent des capacités que les gouvernements et les institutions multilatérales ne peuvent pas facilement reproduire par eux-mêmes. Elles génèrent des données probantes au niveau communautaire, relient les réalités locales aux espaces politiques, facilitent l'apprentissage entre pairs au-delà des frontières et contribuent à garantir que la coopération reste responsable devant les personnes qu'elle est censée servir. Leur participation n'est pas seulement une question d'inclusion, mais aussi d'efficacité, de légitimité et de durabilité.

S'appuyant sur les données probantes et les expériences issues de l'ensemble du réseau Forus, **ce rapport examine quatre questions** : qu'est-ce qui rend la CSST efficace, quelle est la contribution de la société civile, où l'exclusion persiste-t-elle, et quels changements sont nécessaires en matière de politique, de financement et de gouvernance pour rendre la CSST plus inclusive, redevable et ancrée localement.



Principales conclusions



La Coopération Sud-Sud et Triangulaire (CSST) fonctionne mieux lorsqu'elle est adaptée, et non copiée

Les exemples les plus probants de Coopération Sud-Sud et Triangulaire sont ceux où les connaissances circulent entre les contextes mais sont remodelées pour s'adapter aux institutions, aux communautés, aux réalités politiques et aux contraintes de ressources locales. La société civile renforce ce processus car elle détient les connaissances pratiques nécessaires pour comprendre ce qui fonctionnera, pour qui et dans quelles conditions.



La société civile améliore la qualité et la portée de la coopération.

Elle aide les acteurs de la coopération à comprendre les besoins des communautés, ce qui a déjà été tenté, ce qui doit être adapté et où apparaissent les risques de mise en œuvre. Au Sénégal, un travail inclusif sur les données mené par la société civile a renforcé le suivi national des ODD et influencé les pratiques des ministères en matière de données. Dans le Pacifique, la PIANGO (Association des Organisations non gouvernementales des îles du Pacifique) et ses unités nationales de liaison montrent comment les réseaux régionaux de la société civile peuvent diffuser des connaissances pratiques dans de nombreux pays, notamment en matière de redevabilité des finances publiques, de transparence budgétaire et d'engagement citoyen.



L'inclusion formelle de la société civile dans la gouvernance de la CSST reste l'exception plutôt que la norme.

Dans l'ensemble des cas examinés, la société civile est souvent active dans la pratique mais absente des systèmes formels de gouvernance, de financement et de reporting. Dans certains contextes, la société civile apporte ses connaissances et contribue à la redevabilité après que les décisions clés ont déjà été prises. Dans d'autres, elle est consultée de manière informelle mais n'est pas impliquée de manière structurelle. Le problème ne réside donc pas dans un manque de capacités de la société civile. Il s'agit d'une lacune structurelle : les systèmes de coopération sont encore principalement conçus autour des gouvernements, des agences et des institutions financières, même lorsque la mise en œuvre efficace dépend d'une appropriation sociale plus large. En Corée du Sud, l'engagement structuré du KCOC (Conseil Coréen pour la Coopération au Développement à l'étranger) auprès du gouvernement montre que la société civile peut passer de la mise en œuvre de projets à l'élaboration de la politique de coopération.



L'apprentissage par les pairs mené par la société civile est déjà une forme de coopération Sud-Sud, mais il reste largement invisible et sous-financé.

Les membres de Forus échangent déjà des approches sur le suivi des ODD, la localisation, la redevabilité en matière de finances publiques, la résilience face aux catastrophes, l'adaptation au changement climatique, l'espace civique et la participation communautaire. Ces échanges sont souvent plus rapides et moins coûteux que l'assistance technique conventionnelle, car ils reposent sur la confiance entre pairs, des contraintes comparables et une adaptation pratique. Pourtant, ils sont rarement pris en compte dans les données officielles sur la Coopération Sud-Sud et Triangulaire (CSST), rarement financés en tant qu'infrastructures de coopération et rarement reliés aux stratégies nationales ou régionales de la CSST.



Cette exclusion a un coût réel. La gouvernance de la Coopération Sud-Sud et Triangulaire doit devenir plus transparente, participative et redevable.

Lorsque la société civile est absente de la conception et du suivi, la coopération peut devenir moins redevable, moins réactive et moins durable. Le programme ProSAVANA — un programme de coopération triangulaire lancé en 2009 impliquant le Mozambique, le Brésil et le Japon pour soutenir le développement agricole dans le corridor de Nacala au Mozambique — reste l'exemple le plus clair et de mise en garde de coopération triangulaire conçue sans une participation suffisante des communautés concernées et des acteurs de la société civile chargés de la redevabilité. Les organisations et mouvements de la société civile au Mozambique, au Brésil et au Japon ont exprimé des préoccupations persistantes à partir de 2011 concernant les droits fonciers, la transparence, la consultation des communautés et la tentative de transposer un modèle agro-industriel dans le contexte de l'agriculture paysanne. En mai 2013, des organisations de la société civile mozambicaine ont adressé une lettre ouverte aux présidents du Brésil, du Japon et du Mozambique, appelant à l'arrêt du programme. Le programme a finalement été suspendu après des années de pression transfrontalière soutenue de la part de la société civile. La leçon à en tirer est claire : la redevabilité envers les communautés doit être intégrée dès le début des programmes de coopération triangulaire, et non ajoutée après l'échec de la mise en œuvre. Des cas issus de contextes fragiles ou soumis à des contraintes politiques montrent également que lorsque l'espace civique se rétrécit, la coopération entre États peut se poursuivre tandis que le contrôle communautaire s'affaiblit précisément au moment où il est le plus nécessaire.

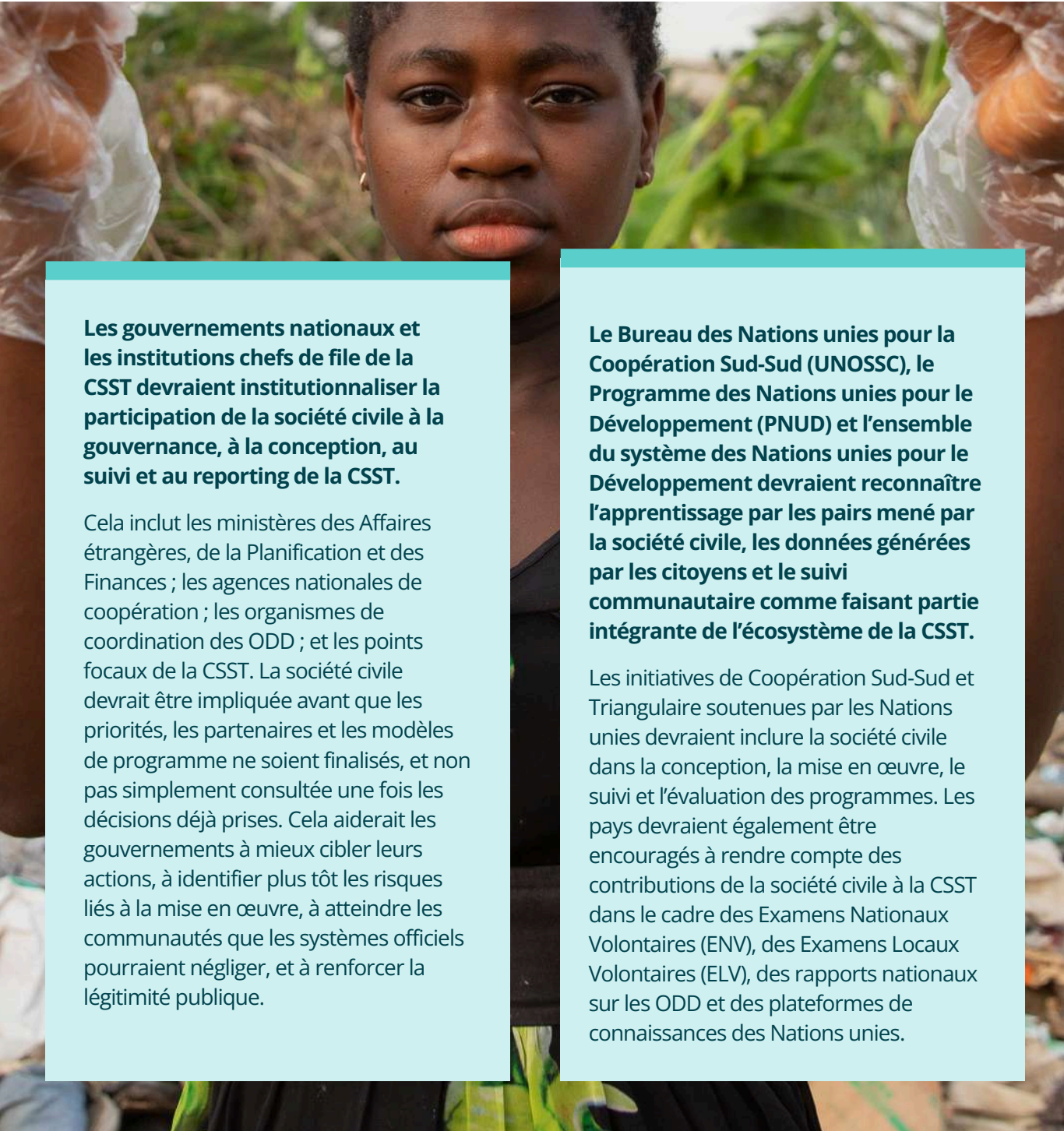


Le cadre de développement pour le post-2030 doit s'inspirer de la Coopération Sud-Sud et Triangulaire, mais sans en donner une image idéalisée.

La coopération Sud-Sud apporte des principes importants pour l'avenir : horizontalité, solidarité, apprentissage mutuel, leadership local et partenariat dépassant les hiérarchies bailleurs de fond-bénéficiaire. Mais la Coopération Sud-Sud et Triangulaire est également façonnée par des intérêts géopolitiques, les rapports de force régionaux, la concurrence stratégique et l'accès inégal aux ressources. Un cadre pour le post-2030 devrait donc intégrer le meilleur de la CSST tout en corrigeant ses faiblesses : une transparence accrue, une participation significative, des garanties fondées sur les droits, un financement pour l'apprentissage par les pairs mené localement et la reconnaissance de la société civile en tant qu'acteur de la coopération.

Aperçu des recommandations

Les recommandations de ce rapport s'adressent aux acteurs les mieux placés pour influencer la manière dont la Coopération Sud-Sud et Triangulaire est conçue, financée, suivies, déclarée et reconnue. La demande centrale n'est pas simplement que la société civile soit "incluse", mais que les systèmes de coopération reconnaissent que la participation de la société civile améliore la qualité, la légitimité, la redevabilité et la durabilité de la Coopération Sud-Sud et Triangulaire.



Les gouvernements nationaux et les institutions chefs de file de la CSST devraient institutionnaliser la participation de la société civile à la gouvernance, à la conception, au suivi et au reporting de la CSST.

Cela inclut les ministères des Affaires étrangères, de la Planification et des Finances ; les agences nationales de coopération ; les organismes de coordination des ODD ; et les points focaux de la CSST. La société civile devrait être impliquée avant que les priorités, les partenaires et les modèles de programme ne soient finalisés, et non pas simplement consultée une fois les décisions déjà prises. Cela aiderait les gouvernements à mieux cibler leurs actions, à identifier plus tôt les risques liés à la mise en œuvre, à atteindre les communautés que les systèmes officiels pourraient négliger, et à renforcer la légitimité publique.

Le Bureau des Nations unies pour la Coopération Sud-Sud (UNOSSC), le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) et l'ensemble du système des Nations unies pour le Développement devraient reconnaître l'apprentissage par les pairs mené par la société civile, les données générées par les citoyens et le suivi communautaire comme faisant partie intégrante de l'écosystème de la CSST.

Les initiatives de Coopération Sud-Sud et Triangulaire soutenues par les Nations unies devraient inclure la société civile dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes. Les pays devraient également être encouragés à rendre compte des contributions de la société civile à la CSST dans le cadre des Examens Nationaux Volontaires (ENV), des Examens Locaux Volontaires (ELV), des rapports nationaux sur les ODD et des plateformes de connaissances des Nations unies.



Les prestataires et les facilitateurs de la coopération triangulaire devraient faire de la participation de la société civile une exigence de conception financée.

Les agences bilatérales, les membres du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE, les nouveaux prestataires, les acteurs de l'UE/Team Europe, les agences des Nations unies et les autres facilitateurs de la coopération triangulaire devraient prévoir dès le départ un budget pour la participation de la société civile, la traduction, la consultation communautaire, les échanges entre pairs, la documentation et la redevabilité, dès le début. Cela contribuerait à empêcher que la coopération triangulaire ne reproduise les dynamiques d'aide descendantes sous une autre appellation.

Les organisations intergouvernementales régionales devraient créer des organismes régionaux de CSST, d'ODD et des mécanismes d'apprentissage par les pairs pour une participation structurée de la société civile.

Les organismes régionaux qui coordonnent la coopération, la mise en œuvre des ODD ou l'apprentissage des politiques devraient associer les plateformes nationales et régionales de la société civile à l'établissement des priorités, à la production de données probantes, au suivi et à la redevabilité au niveau régional. La participation de la société civile peut contribuer à garantir que la coopération régionale reflète les réalités des communautés, et pas seulement les priorités intergouvernementales.





Des normes de transparence, de sauvegarde et de participation devraient s'appliquer à la coopération technique et aux investissements des Banques Publiques de Développement et des institutions de financement du développement liées à la CSST.

Les Banques Publiques de Développement ont également un rôle important à jouer dans la promotion d'environnements favorables à la société civile, notamment par le biais de la transparence, de l'accès à l'information, de mécanismes de redevabilité, de garanties environnementales et sociales solides, et d'une participation significative des communautés concernées aux projets et aux processus politiques liés à la coopération technique, aux infrastructures, au financement climatique et aux biens publics régionaux. Le cas échéant, elles devraient également appeler les gouvernements à lever les restrictions pesant sur l'espace civique et la participation publique.

Les processus politiques mondiaux de coopération au développement devraient intégrer la participation de la société civile, l'espace civique, la transparence et la redevabilité dans le futur Agenda de coopération.

Cela inclut l'examen des ODD, les Nations unies, le suivi du financement du développement (FdD), les discussions sur l'efficacité du développement, le suivi de l'UNOSSC/BAPA+, les discussions de l'OCDE-CAD sur la coopération Triangulaire et les futurs débats sur la coopération au développement. L'avenir de la coopération ne doit pas seulement être plus horizontal entre les États ; il doit également rendre des comptes aux personnes et aux communautés.



Les membres de Forus et les réseaux de la société civile devraient documenter, nommer et défendre la CSST menée par la société civile.

Les plateformes nationales et régionales devraient recenser les points d'entrée de la CSST, collecter des preuves d'apprentissage par les pairs et utiliser les espaces de plaidoyer nationaux, régionaux et mondiaux pour promouvoir la participation de la société civile à la gouvernance et au financement de la CSST.

A woman with dark hair and glasses is speaking into a microphone. She is wearing a blue patterned shirt. In the foreground, there is a blurred patterned fabric. Other people are visible in the background, also blurred.

La Coopération Sud-Sud et Triangulaire ne tiendra pleinement ses promesses que si elle n'est pas laissée aux seuls gouvernements et institutions. La société civile relie déjà les communautés, les pays et les régions de manière à rendre la coopération plus efficace. La tâche consiste désormais à reconnaître, à doter de ressources et à institutionnaliser ce rôle. Si l'on veut sauver les ODD dans leurs dernières années, la coopération doit changer, et ce changement commence par la reconnaissance de la société civile en tant qu'acteur central, et non comme un élément secondaire.



Participez au lancement virtuel du rapport



Forus est un réseau dirigé par ses membres, composé de **74 plateformes nationales d'ONG et de 8 coalitions régionales issues de tous les continents, représentant plus de 24 000 ONG** actives aux niveaux local et international dans les domaines du développement, des droits de l'homme, de la justice sociale, des questions environnementales, et bien d'autres encore. Nous tenons à remercier tout particulièrement Wendy et Alain Dubreuil, ainsi que David Helguera pour les traductions du rapport en français et en espagnol.

Cette publication a été réalisée avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD), de la Fondation de France, de la Direction de la coopération internationale de la Principauté de Monaco, de l'Union européenne et d'Oxfam. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de Forus.

 [HTTP://FORUS-INTERNATIONAL.ORG/](http://forus-international.org/)

 CONTACT@FORUS-INTERNATIONAL.ORG

 [@FORUS_INT](https://twitter.com/FORUS_INT)

 FACEBOOK : [FORUS INTERNATIONAL](https://www.facebook.com/forusinternational)

 INSTAGRAM : [FORUSINTERNATIONAL](https://www.instagram.com/forusinternational)

 YOUTUBE

 LINKEDIN

 BLUESKY

in partnership
with

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

 AFD
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT



Financé par
l'Union européenne

 Fondation
de
France

 樂施會
OXFAM
Hong Kong



Gouvernement Princier
PRINCIPAUTÉ DE MONACO

Conception du rapport : Bibbi Abruzzini, avec le soutien de Clarisse Sih pour la version française et de Nayra Coca Perez pour la version espagnole. Photos : Forus, PIANGO, Janic, LAPAS.